

S'ENGAGER

EN

POLITIQUE



L'Alliance brisée

Après la dégelée consécutive à une dissolution brouillonne, la droite est restée « sonnée ». Puis, face aux aventures de Charles Millon et de quelques autres, soutenus par le Front national, elle a semblé se reprendre : l'Alliance était née. Voici qu'Édouard Balladur dessine une perspective nationale-libérale qui jette à nouveau le trouble en son sein.

« C'est un beau mot, l'Alliance. Un des plus anciens, un des plus riches de sens. Il sert aujourd'hui à recoller les morceaux d'une droite éclatée, à réunir des gens qui n'ont pas tellement envie de vivre ensemble », constatait Sylvie Fernoy dans *Royaliste* (1), au mois de juin. De fait, après l'échec retentissant des législatives, puis les « aventures » de Charles Millon et quelques autres avec le Front national il fallait tenter de recomposer une droite décomposée. François Bayrou souhaitait regrouper, sous sa férule, une UDF en perdition. Alain Madelin se voulait plus que jamais le champion des libéraux. Philippe Séguin, toujours « grande gueule » mais velléitaire, tentait avec quelques arguments sérieux de sauvegarder un minimum de cohérence au RPR... pendant que la guerre des deux « T » (Tiberi, Toubon) faisait rage à Paris. Charles Millon, choisissant la fuite en avant, créait *La Droite*.

Il fallait donc recomposer d'urgence, ou du moins tenter de limiter les dérives. La formule confédérale de l'Alliance fut inventée. L'idée n'était pas mauvaise. Elle rassemblait, sans les fusionner, le RPR et l'UDF dont les électeurs sont proches, voire identiques, mais les « cultures » politiques marquées et distinctes. Elle laissait subsister l'espoir de marginaliser Charles Millon dont la fronde pouvait créer un précédent fâcheux et qui, de fait, le créera. Elle marquait surtout clairement les frontières entre la droite classique et le Front national.

Deux événements sont venus contrer cette initiative. Le premier est la transformation, par Charles Pasqua, du club de réflexion *Demain la France*, en mouvement autonome par rapport au RPR. Il est piquant de rappeler que le dit club fut lancé en 1992, en compagnie d'un député des Vosges... un certain Philippe Séguin, dont Charles Pasqua demeure conseiller. Comprenne qui pourra... surtout lorsque l'ancien ministre de l'Intérieur précise : « A partir de maintenant, nous devenons un mouvement d'action et de combat pour la souveraineté de la France ». Vaste programme, eut dit le Général. Quelle perspective politique peut offrir une telle organisation ? Rien à redire au fait, qu'après Maastricht, elle combatte le traité d'Amsterdam. Son espace politique est celui d'une tendance « souverainiste », notamment en vue des futures élections européennes. Mais la logique voudrait

qu'elle s'étende alors du RPR, de tendance Pasqua, aux socialistes, de tendance Chevènement. Mais en dépit de quelques points de convergence, l'on voit mal l'actuel et l'ancien ministre de l'Intérieur cohabiter...

Le second événement, et non le moindre, est constitué par le pavé lancé dans le marais de la droite par Édouard Balladur. En se prononçant, le 14 juin, pour la création d'une commission, ouverte au Front national, sur les droits des Français et ceux des étrangers en matière de prestations sociales, l'ancien Premier ministre a fait du bruit dans Landerneau. Mais il est demeuré fidèle à lui-même.

« Déjà, avant les législatives de 1986, M. Balladur avait fait inscrire dans le programme de l'opposition que les allocations familiales seront réservées aux nationaux. En 1990, dans son livre Douze lettres aux Français trop tranquilles, il avait repris le même thème », rappelle Raphaëlle Bacqué dans *Le Monde* (2). Quant à la petite phrase prononcée au Grand jury RTL-Le Monde, elle a jeté le trouble jusque dans les colonnes du *Figaro*, où Éric Zemmour écrivait le 16 juin : « Il a osé. A sa manière inimitable, polie, distinguée, de dire des gros mots. Avec son air... de faire mine de poser une question pour suggérer la réponse... Édouard Balladur a tout de même lâché une bombe... ». Et d'ajouter que réserver certaines prestations sociales aux nationaux, « dans la bouche d'un chef du Front national, cela porte un

nom : la préférence nationale ».

Il n'est pas certain que l'expression dérange le ci-devant Premier ministre. Dans son livre cité plus haut, à propos d'une éventuelle reconnaissance « de droits particuliers aux nationaux », il écrivait : « Reste que ces mesures ne pourraient sans doute être mises en oeuvre qu'au prix d'une modification du préambule de la Constitution définissant les droits de l'homme. En effet, le Conseil Constitutionnel comme le Conseil d'État s'appuient sur ce texte... ». Nous savons depuis lors que si Monsieur Balladur est un homme de principes, il considère qu'il convient d'en changer lorsqu'ils deviennent gênants.

Bien sûr, les réactions n'ont pas tardé, dans son propre camp. François Bayrou constatait avec raison que : « ... cela donne à des thèmes de propagande démagogiques le statut de respectabilité qui leur manque ». Philippe Séguin dénonçait « les faux débats qui éludent les vrais problèmes et débouchent sur des affrontements passionnels et stériles, pour le seul bénéfice de nos adversaires ». Mais ni l'un ni l'autre ne sont en mesure d'empêcher Édouard Balladur de jouer son jeu, celui de la tendance nationale-libérale.

Quelle est la position des royalistes, face aux divisions et aux querelles intestines de la droite ? Dans ce journal, Annette Delranck écrivait : « Depuis la dissolution manquée, nous répétons que, pour l'équilibre politique du pays et face au national-populisme, la droite doit se refaire une santé - intellectuelle, politique et morale » (3). Opinion partagée par Sylvie Fernoy : « Nous le rappellerons cent fois, au risque de lasser : face au Front national, la droite est en première ligne... Nous souhaitons donc que les formations de droite retrouvent une pensée et un projet, afin d'entraver l'actuel mouvement de décomposition qui ne profite qu'au Front national » (4).

Alain SOLARI

(1) *Royaliste* n° 709 - 1^{er} au 15 juin 1998.

(2) *Le Monde* du mercredi 17 juin 1998.

(3) *Royaliste* n° 707 - 4 au 17 mai 1998.

(4) *Royaliste* n° 697 - 15 au 28 décembre 1997.

La gauche résiduelle

La victoire de la « deuxième gauche » se traduit par la liquidation accélérée des acquis du socialisme à la française. Mais l'équipe au pouvoir se trouve dans une situation intenable, malgré l'habileté de Lionel Jospin.

Qu'est-ce que le socialisme (1) à la française ? Une politique de redistribution du revenu national selon le principe d'égalité, dans le cadre d'une économie nationale placée sous l'égide de l'État.

Pour comprendre où nous en sommes avec le Parti socialiste et le gouvernement de Lionel Jospin, il fallait risquer cette définition trop étriquée d'une tradition complexe, diverse et contradictoire par bien des aspects. Je me ferai donc taper sur les doigts par les historiens des idées. Et je vais sans attendre aggraver mon cas en rappelant que ce socialisme puise dans plusieurs traditions nationales : celles de la monarchie colbertiste et du christianisme social, autant que celles qui se réclament de Proudhon, de Marx, de Jules Guesde, Jean Jaurès et Léon Blum.

Provocation ? Non pas. Ce brevissime aperçu explique l'accord qui s'est fait au lendemain de la Libération entre les divers partis issus de la Résistance pour créer la Sécurité sociale, poursuivre le programme de nationalisations entrepris par le Front populaire et instituer une planification souple. On sait que le général de Gaulle, après 1958, a inscrit ce socialisme dans un grand projet politique national : le socialisme à la française n'a pas donc été mis en oeuvre par les socialistes, mais

par les fidèles du Général et par l'élite de la fonction publique.

Après l'intermède pompidolien et malgré la tentative « libérale-avancée » de Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et le Parti socialiste ont reçu en héritage un socialisme structurellement intact - mais durci par le Programme commun et culturellement affaibli. Le nouveau président de la République et le premier gouvernement de Pierre Mauroy ont développé le socialisme historique par des nationalisations de grande ampleur et par des mesures favorables aux milieux modestes.

Ce socialisme à la française a connu sa première défaite en 1983, lorsque la politique de rigueur fut confiée à Jacques Delors, chef de file du courant social-chrétien et fédéraliste européen. Le souci de justice sociale fut sacrifié au nom du réalisme, et la planification souple peu à peu abandonnée, tandis que les socialistes perdaient sans combattre la bataille idéologique engagée par une droite soudain convertie au néo-libéralisme. La réélection de François Mitterrand permit de limiter les dégâts, mais sans que le projet du socialisme français soit repris et modernisé. Au contraire, l'inflexion néo-libérale fut maintenue avec Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, puis aggravée après les défaites de la gauche en 1993 et 1995.

C'est donc un héritage très amoindri que le parti socialiste a recueilli en juin 1997. Au vu des promesses faites, on s'attendait à ce que le nouveau gouvernement en assure, au moins, la sauvegarde. Au contraire, nous assistons à une liquidation rapide du secteur public (assurances, banques), et à des ouvertures de capital (France Telecom, Air France) qui incite les dernières entreprises nationales à se comporter comme des sociétés privées, tandis que l'État renonce à exercer son rôle dans l'économie. Plusieurs facteurs expliquent ces redditions :

- La nouvelle génération socialiste, mélange de technocrates (Pierre Moscovici), d'opportunistes (Jean-Christophe Cambadélis) et d'hommes d'appareils (Lionel Jospin), est gênée par la tradition du socialisme français - à tel point que le Parti socialiste n'a même pas célébré le cinquantième anniversaire du Front populaire.

- Le refus de l'idéologie s'est transformé en rejet de toute réflexion intellectuelle spécifique, et ce vide de la pensée favorise les compromis et les concessions politiques.

- Lionel Jospin, créature de François Mitterrand et solution résiduelle d'un parti en pleine déroute (en 1993-1994), n'a jamais rassemblé autour de lui un courant aussi fortement structuré que celui des fabiusiens et des rocardiens. C'est pourquoi il a formé son gou-

vernement en s'appuyant sur les deux grandes tendances de son parti : celle, « social-libérale », de Dominique Strauss-Kahn ; celle, social-chrétienne, de Martine Aubry. Comme le premier est moins social que libéral, comme la seconde a oublié l'authentique tradition du catholicisme social, il reste un libéralisme économique de plus en plus affirmé qui est théoriquement compensé par la loi sur les 35 heures, par la perspective (très vague) d'une « Europe sociale » et par diverses lois caritatives destinées aux victimes du capitalisme sauvage.

Une conjoncture économique relativement favorable masque des contradictions que ni les socialistes, ni l'ensemble des Français ne pourront longtemps supporter :

La tradition socialiste est patriotique : Lionel Jospin sacrifie la souveraineté nationale à la fiction européenne, qui recouvre (mal) la dure réalité des intérêts allemands.

La tradition socialiste, comme le catholicisme social, a toujours voulu instituer une protection politique des citoyens au vu de l'insuffisance des oeuvres charitables. Aussi nécessaire soit-il, le « caritatif » reste aussi insuffisant qu'au siècle dernier.

La tradition socialiste, lorsqu'elle refuse les enjeux politiques, devient un simple moralisme - ce qui est le cas aujourd'hui. Or la gauche moraliste est confrontée à la gauche « émancipée » issue de Mai 1968 et les équilibres recherchés (sur le contrat d'union civile, sur la parité) ne satisfont ni l'une ni l'autre des deux tendances et augmentent l'angoisse identitaire de la population.

Le pessimisme profond de Lionel Jospin, qu'il exprime sous forme d'humilité, est en tous points justifié.

Sylvie FERNOY

(1) Pour clarifier cette analyse succincte, je mets le socialisme en italique sans intention péjorative, pour marquer la distinction entre la tradition socialiste et les orientations propres au Parti socialiste.

BERTRAND
RENOUVIN

UNE
TRAGÉDIE
BIEN
FRANÇAISE

Le Front national
contre
la nation

Prix franco : 115 F

Pour en finir avec l'horreur économique

A l'encontre de la résignation ambiante face à la mondialisation, nous pensons que la bataille est en partie gagnée. C'est pourquoi il faut développer le débat autour des solutions qui mettront un terme à l'horreur capitaliste.

Il faut en finir avec discours sur « la fin ». Ceci pour deux raisons. La première, c'est que le discours sur « la fin » est interminable. La seconde, c'est que les « fins » annoncées ne se produisent pas. Je m'explique :

Cela fait des décennies qu'on bavarde sur « la fin de la nation », à cause de la mondialisation - concept à la mode sur lequel on théorise depuis un bon siècle. Or les nations résistent - mieux que les empires comme on l'a constaté avec l'effondrement de l'Union soviétique. Elles sont même capables de renaitre avec une vitalité stupéfiante : l'Est européen fournit sur ce point de nombreux exemples.

FIN DE L'ÉTAT ?

Cela fait des années qu'on disserte sur « la fin de l'État », alors que la coopération européenne, y compris dans ses dérives fédéralistes, repose sur le consentement des États et sur des compromis entre les intérêts nationaux. De plus, la crise asiatique montre que, pour lutter contre les crises provoquées par la spéculation financière et par les désordres du capitalisme (corruption, gestions insensées), les institutions internationales (le FMI, qui dépend de contributions étatiques) ont besoin de s'appuyer sur les États.

Cela fait deux ou trois ans que la « fin du travail » a été solennellement proclamée par certains auteurs, alors qu'on se félicite de la mobilisation de millions de bénévoles qui travaillent dans le secteur caritatif et dans les associations, alors que des dizaines de milliers de cadres travaillent soixante heures par semaine, alors que

"Un rejet de la politique, confondue avec le jeu politicien, une condamnation globale du pouvoir identifié au mal absolu, nous conduiraient au pire..."

Henri, comte de Paris - *Lettre aux Français*

d'innombrables ouvriers et employés sont soumis à des horaires déments et à des cadences infernales.

BATAILLE GAGNÉE

Ces rapides constats montrent qu'il n'y a pas lieu de se résigner : aucune fatalité ne nous entraîne à subir « l'horreur capitaliste » dénoncée par l'ancien patron de Havas (1), ni les effets d'une « mondialisation » financière qui est elle-même entrée dans une phase critique. De fait, les adversaires de la *pensée unique* ont gagné la bataille intellectuelle contre les idéologues des « marchés » globalisés. De fait, l'effondrement des monnaies, des systèmes bancaires et des économies du Sud-Est asiatique et du Japon démontre que l'ultra-libé-

lisme recèle une logique de destruction des sociétés.

Il est donc nécessaire de repenser les relations politiques - nationales et internationales - ainsi que l'ensemble du système économique et financier. C'est là une tâche urgente car nous sommes aujourd'hui confrontés à un double péril. Celui d'une contagion de la crise venue d'Asie, qui aggraverait le chômage et la pauvreté en Europe et dans notre pays, et qui augmenterait les risques d'explosions violentes. Celui d'une réaction brutale au libé-

ralisme économique, qui nous conduirait vers un étatisme bureaucratique assorti de mesures de collectivisation de l'économie.

D'où la nécessité d'un débat public sur les mesures concrètes qui nous permettraient d'éviter les deux excès. Ce débat est possible dès maintenant puisque, contrairement à ce qu'affirment les tenants de la pensée unique, plusieurs écoles et plusieurs courants présentent de très intéressantes solutions. Faute de pouvoir analyser ici l'ensemble des projets contestataires, nous avons choisi de prendre l'exemple de deux auteurs - Jacques Nikonoff et Pierre Bitoun - qui nous ont fait l'amitié de présenter leurs propositions et d'en débattre avec nous lors de nos réunions

parisiennes du mercredi (2).

L'un comme l'autre sont persuadés, comme nous, qu'on ne peut pas faire l'impasse sur les facteurs politiques de la crise française, et qu'il faut remédier à la fuite devant les responsabilités politiques et au malaise dans la représentation nationale : Jacques Nikonoff souhaite qu'on fasse retour au principe de la souveraineté populaire, et Pierre Bitoun vante les mérites de la démocratie participative. Ces exigences sont justifiées, dans la mesure où les gouvernements de droite et de gauche ignorent les aspirations des électeurs et maintiennent depuis quinze ans une ligne libérale en invoquant les « contraintes » tandis que les affaires européennes sont gérées sur le mode du despotisme éclairé.

DANGER

Cependant, il y a lieu de s'interroger sur une conception de la démocratie qui fait la part belle aux conseils locaux et au contrôle des grandes organisations (notamment les médias) par les citoyens sans préciser les modalités de leurs interventions. Qui peut garantir que cet exercice direct du contrôle démocratique s'exercera de manière raisonnée et dans le souci de l'intérêt général ? Ceux qui ont milité dans les rangs gauchistes entre 1965 et 1975 gardent un très mauvais souvenir des manipulations au sein des appareils (par exemple l'UNEF avant 1968), des hystéries militantes et des totalitarismes groupusculaires.

Par ailleurs, les associations civiques et autres conseils

locaux, aussi nécessaires soient-ils, sont en eux-mêmes beaucoup trop faibles pour transformer les structures générales de la société : preuve en est que beaucoup de militants associatifs souhaitent actuellement s'engager dans la vie politique... sans trouver d'organisations nationales qui leur conviennent.

En d'autres termes, l'idée d'un exercice direct de la souveraineté fait trop facilement et dangereusement l'impasse sur les partis et sur les syndicats, qui sont des médiateurs indispensables entre les citoyens et les pouvoirs. Ces organisations sont en crise parce qu'elles se montrent infidèles à la tradition dont elles se réclament (le socialisme, le gaullisme, le marxisme réformiste ou révolutionnaire) et parce qu'elles ne savent plus comment remplir leurs missions générales (apporter leur concours à l'expression du suffrage universel).

Mais ces organisations peuvent être rajeunies (par de nouvelles vagues d'adhérents), les états-majors peuvent être changés et le fil de la tradition peut être renoué. Avec des partis transformés, le malaise de la représentation serait rapidement dissipé. Avec des syndicats renoués, la démocratie sociale pourrait devenir une réalité grâce à une participation statutaire des organisations représentatives des salariés du privé, des employés de l'État etc. au contrôle des entreprises publiques et des médias.

ACCORDS

Ces réserves sur l'exercice direct de la souveraineté ne nous empêchent pas de souscrire à de nombreuses propositions faites par Pierre Bitoun, notamment pour ce qui concerne l'interdiction du cumul des mandats tant verticaux (député-maire) qu'horizontaux (présidence de sociétés d'économie mixte, par exemple).

Quant à Jacques Nikonoff, nous avons déjà souligné notre accord avec son analyse du

chômage de masse, et marqué un vif intérêt pour la critique très argumentée et chiffrée qu'il a faite sur le coût (prohibitif) de la lutte (globalement inefficace) contre ce « fléau » sans cesse dénoncé mais qui assure les hauts niveaux de profit (à cause de la contraction salariale) et qui favorise les rentiers puisque la « lutte contre l'inflation », mangeuse d'épargne, continue d'être présentée comme une priorité absolue.

DÉSACCORDS

En accord avec Jacques Nikonoff lorsqu'il proclame que *ce n'est pas le travail qui manque, mais l'emploi*, nous estimons comme lui qu'il faut concevoir tout autrement les mécanismes généraux d'aide aux chômeurs et de soutien à la reprise de travail. Notre divergence porte sur l'affectation des crédits publics : Jacques Nikonoff affirme que l'augmentation des salaires est un « slogan démagogique » car « tout gain de revenu supplémentaire, même pour les plus bas salaires, est aujourd'hui épargné pour une grande part » (3). Il préconise donc, entre autres mesures, la création d'un Fonds national pour l'emploi, qui serait conçu comme l'outil unique de financement de la politique en ce domaine. L'outil nous paraît bureaucratique, et son organisation complexe même dans une logique décentralisée, alors que le soutien massif à la demande des ménages, par voie d'augmentation de leurs revenus, permet une relance rapide de l'activité économique. Jacques Nikonoff conteste son efficacité en avançant deux types d'arguments :

L'échec de cette politique depuis 1975 : c'est qu'elle demeurerait inconséquente dans la mesure où elle n'était pas accompagnée par des mesures momentanées de protection tarifaire et non-tarifaire.

L'orientation mécanique du revenu supplémentaire vers l'épargne de précaution : le fait est démenti par les allocations de rentrée, mesures

ponctuelles de soutien à la demande des ménages pauvres, qui ont un effet appréciable sur l'activité économique dans les secteurs concernés.

A le lire, Jacques Nikonoff propose un simple détournement par rapport à la politique de soutien à la demande puisque les chômeurs retrouvant un emploi permettront de relancer l'activité économique. D'ailleurs, il annule son argument sur la nouvelle relation entre la consommation et l'épargne lorsqu'il fait référence à une enquête du ministère du Travail indiquant que 37 % des personnes interrogées épargneraient, 29 % consommeraient et 30 % s'équiperaient si leur salaire était augmenté : les épargnants sont donc minoritaires par rapport aux acheteurs (59 %) de biens de consommation et de biens d'équipement. En outre, il est connu que la propension à consommer des ménages populaires est beaucoup plus importante que celle des ménages aisés. L'augmentation des bas et des moyens salaires (par incitation étatique, par l'effet de la lutte syndicale dans les entreprises) aurait donc une efficacité démultipliée...

INVITATIONS AU DÉBAT

Bien d'autres débats sont à mener. Mais l'évocation des thèses avancées par Pierre Bitoun et par Jacques Nikonoff (qui sont amicalement invités à nous répondre dans nos colonnes à la rentrée) montre que la lutte contre l'ultra-libéralisme n'est pas l'affaire d'intellectuels-coupés-des-réalités, mais celles de citoyens qui présentent de très concrètes solutions.

Maria DA SILVA

(1) Pierre Dauzier - « Le marketing de l'apocalypse » - Éditions de La Table ronde, 1998 - prix franco : 85 F.

(2) cf. le livre de Jacques Nikonoff, « Chômage, nous accusons ! », (Éd. Arléa, prix franco : 110 F) présenté dans *Royaliste* n° 701 ; et celui de Pierre Bitoun « Les Cumulards », (Éd. Stock, prix franco : 125 F) présenté dans *Royaliste* n° 710.

(3) ouvrage cité p. 148.

Souffrir

Il y a les critères officiels : taux de croissance (en hausse), de chômage (en baisse), d'inflation (stagnante)...

Mais pour pouvoir apprécier plus exactement la situation sociale de notre pays, il faut multiplier les sources, et croiser les points de vue.

Nous avons en mémoire le seuil fatidique des trois millions de chômeurs. Mais le calcul est fait selon une nouvelle définition très restrictive, et l'ancienne courbe nous dit qu'il y a actuellement trois millions et demi de chômeurs en France.

La satisfaction gouvernementale est d'autant plus dérisoire que l'écart croissant entre l'ancienne et la nouvelle courbe du chômage indique un développement rapide des emplois précaires et du temps partiel subi.

N'oublions pas non plus que, comme aux États-Unis, les « travailleurs pauvres » sont de plus en plus nombreux : en 1997, 2,8 millions de personnes gagnent moins que le SMIC, et, depuis 1989, les revenus tirés du travail ne cessent de baisser alors que ceux tirés du capital augmentent régulièrement.

Aussi inquiétantes soient-elles, ces données ne fournissent que des indications grossières : les médecins du travail observent la progression des souffrances psychiques et des maladies psychosomatiques chez tous les salariés - ouvriers, employés, cadres - qui redoutent de perdre leur emploi et qui sont soumis à des cadences infernales.

Tels sont, concrètement observés, les effets de la violence ultra-libérale. Ils justifient la révolution économique et sociale.

Annette DELRANCK

Le roi que l'on attend

La tradition royaliste, toujours vivante, traverse les temps et resurgit souvent où on ne l'attend pas : jadis avec Bernanos aux côtés des républicains espagnols, naguère avec Clavel parmi les « gauchistes », aujourd'hui dans des luttes sociales et politiques où les médias jugent son engagement si inclassable qu'ils en restent muets.

Vouloir un roi pour la France n'est pas l'affaire des seuls royalistes. Les royalistes peuvent d'ailleurs se tromper lourdement et donner de la royauté une image qui la discrédite : ainsi, les mouvements d'avant-guerre ont forcé le comte de Paris à prendre ses distances, sagesse qui empêcha l'espérance royale de sombrer dans la politique de Vichy.

Si ce n'est l'affaire des seuls royalistes, ce sont à eux en revanche que l'on doit d'avoir forgé et diffusé, ces dernières années, les idées qui rendent à la royauté son évidence. Leur réflexion s'est nourrie à deux sources principales. D'une part, une recherche historique a dégagé la Révolution française de ses fards propagandistes pour révéler l'ampleur du réformisme de Louis XVI et comment le premier élan de 1789 voulait rendre à la monarchie sa dimension républicaine. On ne peut plus se fonder sur la Révolution pour refuser le roi.

D'autre part, quarante ans d'expérience de la Constitution instaurée par le général de Gaulle ont permis d'éprouver les bienfaits d'un régime qui allie la démocratie parlementaire à une présidence que sa vocation hausse au-dessus des partis. Apprendre que de Gaulle lui-même espérait « couronner » cette démocratie donne idée de ce qui reste à accomplir : substituer aux risques arbitraires de la présidence la stabilité d'un arbi-

trage royal qui libère les représentants élus de la nation pour leurs tâches législatives et gouvernementales. Expérience vécue par les démocraties couronnées d'Europe, et particulièrement l'Espagne de Juan Carlos.

COHÉRENCE

Il est vrai que d'autres que les royalistes - même parmi les têtes politiques et intellectuelles de ce pays - sont discrètement convaincus de la cohérence de cette position. Toute réforme visant à modifier le statut du Président de la République a la problématique royale pour enjeu et fondement. Cette problématique, pour l'heure inavouée, restera inavouable tant qu'une commotion ne l'aura fait surgir dans le langage public. En attendant, à l'encontre des « chiens de garde » des conformismes, les royalistes sont les seuls à motiver rationnellement à la fois la légitimité des luttes sociales et celle d'une présidence qui surplombe le jeu démocratique. La légitimité du peuple et celle du chef de l'État se rejoignent en faveur d'un roi pour la France.

Reste la volonté du pays. Le peuple attend-t-il un roi ? Ce n'est certainement pas dans l'aphasie générale actuelle que les sondages le diront. Et quand bien même serions-nous tous savants en droit constitutionnel, nous ne pourrions ainsi répondre à la question. Le rapport au roi, l'attente du roi, est chez un

peuple une affaire symbolique qui implique l'esprit et le cœur. Il faut, pour la sentir, rompre avec les techniques qui croient le maîtriser en le manipulant, lire les signes par lesquels s'exprime sa personne, sa vibration intime, ses refus, ses attachements et parfois sa colère, qui ont plus de sens et d'enseignements que les enquêtes et consultations épidémiologiques.

COHABITATION

Un fait majeur, dont les politiques n'ont toujours pas trouvé la raison, est l'indulgence, voire l'affection dont l'opinion entoure un président pendant les « cohabitations ». Ce mot dépréciatif, forgé pour indiquer que deux partis contraires se partagent l'Élysée et Matignon, a produit un effet paradoxal : au lieu de dire l'incohérence et l'inefficacité que l'on dénonçait, il semble que la cohabitation rassure en brisant le monolithisme du pouvoir et distinguant en lui deux instances nécessaires : celle du gouvernement qui œuvre dans l'éphémère actuel, jugeable à court terme, et celle du président qui incarne l'histoire et les valeurs fondatrices de la nation. De leur interaction, parfois conflictuelle, naît le sentiment que l'intérêt commun est le terrain d'entente du pouvoir et le seul moyen de garantir sa permanence. Ce qu'ont illustré jusqu'ici, en dépit des augures, les péripéties de la V^e République sous Mitterrand et Chirac. Le sentiment populaire fait là un choix

politique de première grandeur qui mène droit à sa conclusion royale.

Entre autres signes qui dénotent l'attente d'un roi, on peut aussi inclure les cultes et modes qui s'attachent aux « familles régnantes » ou l'émotion provoquée par la mort de Diana, princesse de Galles. Tous traduisent le besoin d'humaniser le pouvoir, de tisser avec lui des liens, d'être associés aux porteurs du symbole.

JUSTICE

Cette sensibilité populaire n'est pas naïve ; elle pose des questions claires à son affection. Un pouvoir qui ignore ou méprise les conditions réelles de la vie, qui ne partage pas de cœur ses souffrances et ses craintes n'a pas de légitimité durable à ses yeux. La demande de justice est ce qui lie au plus profond le pacte social. Elle s'adresse, certes, aux institutions judiciaires, politiques, policières, mais elle veut disposer d'un interlocuteur ultime qui soit une personne connue, responsable. Aujourd'hui, où les inégalités s'aggravent tandis que l'emballlement des puissances financières paraît emporter le bon sens des dirigeants, la nation ne peut recréer son espace politique et spirituel qu'autour d'un symbole vivant qui protège des délires et des violences.

La royauté est cela par vocation et raison d'être. Un récent reportage sur la Maison de France (1) montrait Jean, duc de Vendôme, le petit-fils du comte de Paris, dans sa vie quotidienne. Son train de vie, comparé aux fortunes des aristocrates allemands ou anglais, semblait bien modeste. Un de ses cousins belges le plaignait même d'être si démuné alors qu'il était chargé d'une si grande mission. Mais que le prince Jean ait connu l'épreuve du chômage, que sa vie soit si semblable aux nôtres, est une force.

Ne plaignons pas le peuple qui héritera pour son service d'un prince qui commence à ressembler autant à son attente.

Luc de GOUSTINE

(1) Diffusé dans le magazine « Zone interdite », le dimanche 7 juin sur M6.

Pour le retour du Politique

Ceux qui, en 1997, mettaient en garde les Français contre la cohabitation vantent aujourd'hui le mariage de raison entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Cette apparente contradiction est révélatrice.

Faut-il crier au miracle ? La vérité, c'est que l'on ne cohabite jamais si bien qu'avec soi-même...

Expliquons-nous. Nous n'avons jamais partagé les analyses de ceux qui voyaient en la cohabitation une limite à la valeur de nos institutions, exigeant de celles-ci un profond remaniement dans le sens d'une déconstruction (le quinquennat) qui aboutirait à nier ce qui fait leur spécificité : allier la tradition parlementaire à l'exigence monarchique, et qui s'exprime dans la répartition des rôles et cette double temporalité : celle, quinquennale de la représentation nationale, et celle, septennale, de la fonction présidentielle, rôles et temporalité qui ne doivent en aucun cas être confondus.

CHANCE INESPÉRÉE

Les institutions léguées par le général de Gaulle représentent pour notre pays une chance inespérée, après tant d'errements institutionnels, dans ce cadre républicain qui reste (encore) le nôtre :

A la majorité parlementaire de soutenir une politique gouvernementale, le Premier ministre devant mener l'action d'un gouvernement qui est l'expression d'une majorité élue sur un programme cohérent et explicite. Au président de la République, issu certes d'un bord politique, mais solennellement élu par le peuple français, d'incarner la nation, d'être le garant de sa pérennité et d'arbitrer en fonction du seul bien commun (la *respublica*) les nécessaires

conflits d'intérêts. D'où son rôle de gardien des institutions, de chef suprême des Armées, d'initiateur et de conducteur de la politique extérieure (qui ne peut être que la poursuite d'un projet propre à la Nation qui transcende les majorités politiques du moment), de veiller à ce que la perpétuation du lien social et le souci de justice et de liberté guident l'action du gouvernement.

LA COHABITATION : UN JEU NATUREL

Les rôles sont différents, la temporalité doit l'être également. Dans un tel schéma, théorique, la cohabitation est, non pas le risque naturel, mais le jeu naturel des institutions. On l'a vu sous Mitterrand : on aurait dû le voir sous Chirac. Certes, si le chef de l'État et le Premier ministre sont issus d'un même bord politique, et sont animés des mêmes convictions, leurs efforts ne font que se redoubler. Mais l'essentiel, ce sont précisément les convictions dont sont animées les deux personnalités. Avec néanmoins le risque que les rôles ne soient confondus, et ce défaut inhérent à nos institutions, le seul qu'étrangement nos politologues n'analysent pas : la concurrence inévitable entre un Premier ministre qui s'envisage comme présidentiable (qu'il soit d'ailleurs du même bord ou non) et le Président en exercice. Mais en cas de divorce politique, la nécessaire (et institutionnelle) dialectique qui s'instaure entre eux peut être une chance pour le pays : la cohabitation per-

met (ou devrait permettre) alors de bien reclarifier les rôles constitutionnels de l'un et de l'autre, d'asseoir d'avantage le Président dans sa fonction royale, et le Premier ministre dans celle de meneur de l'action gouvernementale. Les inévitables frottements ne sont qu'une gêne secondaire si le sens de l'État et le souci *respublicain* de leur fonction les animent primordialement. Nous n'avons pas cette chance. Et nous l'avons d'autant moins que la cohabitation à laquelle nous assistons actuellement n'est qu'une cohabitation politicienne, c'est-à-dire mettant en conflit de simples intérêts d'appareils politiques, du fait même que, sur l'essentiel, nos deux hommes sont d'accord, et que cet accord réside dans la démission du politique.

MÊME PENSÉE UNIQUE, MÊME RENONCEMENT

Non, nous ne sommes pas en période de cohabitation. A l'Élysée comme à Matignon, c'est la même pensée unique, le même défaitisme commode, le même renoncement à être un homme d'État et à conduire une politique courageuse et cohérente pour sortir le pays de la crise. Dès lors, le drame de nos institutions ne réside plus dans les effets pervers d'une cohabitation qui ne touche qu'à des intérêts politiques et d'appareils d'autant plus vides que les partis qu'ils animaient ont perdu toute substance, c'est-à-dire toute fidélité à leurs traditions respectives.

Certes, la force d'une institution est de perdurer malgré la faiblesse de ceux qui l'incarnent, et de continuer à assurer au pays ses bienfaits constitutifs. La monarchie a connu plusieurs fois de ces moments, au long de son histoire. Mais cette faiblesse peut finir par emporter l'institution si celle-ci devient totalement désincarnée. L'État tournant à vide, la nation n'a plus le recours naturel qu'il doit représenter. Il en irait tout autrement si enfin, la V^e République allait au bout de sa logique interne. Non seulement, la concurrence pour le pouvoir suprême, entre le chef de l'État et un Premier ministre par définition aléatoire, serait annihilée, ainsi, qu'en amont, les luttes d'appareils qui n'ont même plus de signification aujourd'hui, mais surtout, dans les circonstances actuelles, le couronnement de nos institutions signifierait le retour du Politique.

UNE PAROLE POLITIQUE

Tout alors redeviendrait possible, en premier lieu l'essentiel : le surgissement d'une parole politique qui, institutionnalisée, redeviendrait par cela-même effective et par conséquent efficace. Cette nouvelle donne serait le gage d'un renouveau possible, irriterait d'elle-même un débat qui n'existe plus, du moins à l'intérieur de son cadre naturel : la vie politique. Il est significatif qu'aujourd'hui la seule parole politique qui ait été prononcée ait été la parole royale : demandant qu'un référendum ait lieu sur le traité d'Amsterdam, le comte de Paris, rappelant que la liberté est notre héritage national interroge : « Les Français vont-ils l'abandonner aujourd'hui, à la sauvette, en cédant à la pression de pseudo-arguments techniques ? » (1). Le Politique face à l'alibi technique dont se pare en tout la pensée unique : ce n'est pas seulement de l'Europe dont il s'agit, mais de la perpétuation de notre existence : « Ne renoncez pas à la France ! ».

Axel TISSERAND

(1) Le texte de l'appel du comte de Paris, paru dans *Le Figaro* du 21 avril 1998 sera envoyé sur simple demande (joindre deux timbres pour les frais).

En cette année 1998, 110^e anniversaire de sa naissance et 50^e anniversaire de sa mort, on rend hommage à Georges Bernanos. De multiples manifestations, colloques, conférences, spectacles, rééditions ont ponctué cette commémoration. Ici, à la Nouvelle Action royaliste, nous nous devons de saluer aussi cet homme libre, cet homme vivant qui a tracé une bonne part de notre itinéraire intellectuel. Et c'est bien sûr son royalisme - trop souvent gommé par les « chers imbéciles » - que nous avons voulu souligner.

Filiation

Le royalisme de Bernanos



Dans l'itinéraire politique de Georges Bernanos, se dessine une continuité absolue, son royalisme. Sa rupture avec l'Action française, sa juste colère contre l'indignité de la « croisade franquiste » ont pu le détacher de la droite et de la droite monarchiste, jamais de la monarchie. Albert Camus avait reconnu en son temps la spécificité de ce royalisme accordé à une sensibilité ardemment populaire (qu'il apparentait directement à Charles Péguy). Mais peu de politologues ont prêté attention à cette forme d'engagement et de fidélité, sans laquelle l'homme et sa pensée sont incompréhensibles.

Sur ce royalisme bernanosien, il existe un document étonnant, où en quelques lignes l'écrivain condense l'expression de sa conviction. C'est une lettre à Louis Salleron, écrite de Majorque, le 20 août 1935. La date est impor-

tante, car à ce moment la rupture avec l'Action française est consommée. La guerre civile espagnole n'a pas encore éclaté. Bernanos vient de donner plusieurs articles à un hebdomadaire de gauche, *Marianne*, dirigé par Emmanuel Berl. Ainsi affirme-t-il sa liberté d'esprit en disant aux lecteurs de ce journal des choses qui ne leur plaisent pas forcément. A Salleron qui l'invite à collaborer au *Courrier Royal* (l'organe officiel du comte de Paris), Bernanos tient à adresser une profession de foi politique.

« Vous avez parfaitement raison de croire que je suis royaliste. Que serais-je d'autre ? Oh, bien entendu je ne me donne pas en exemple ! Je ne suis pas « rallié » à la monarchie comme un boursicoteur se « rallie » au dollar après avoir épuisé toutes les combinaisons sur la livre. Au terme des plus savantes déductions de l'intelligence, le cœur doit toujours

finir par parier, le fameux pari de Pascal... j'ai parié pour la monarchie dès l'âge de raison, c'est-à-dire je l'ai aimée. Il n'y a pas de mal à ça, n'est-ce pas ? Sans rien connaître de la haute bienfaisance d'un système monarchiste complet, je pense que le bon Dieu m'a fait pour le dévouement à un homme. J'ai besoin de voir les yeux, d'entendre la voix de celui qui commande, et il n'est de véritable drapeau qu'un prince vivant ».

Cette référence directe à la personne, n'est-ce pas celle qui fut la plus familière aux Français qui vécurent en monarchie ? Elle est aujourd'hui encore l'attitude des peuples européens qui vivent sous un souverain, en s'identifiant à la personne, au-delà de tout système. Plus singulière est cette façon de parier, à la Pascal, sur la monarchie. Notons comment ce pari ne signifie pas qu'on tourne le dos aux « savantes déductions de l'intelligence » et qu'il résulte en définitive des déterminations du cœur, qui se tourne toujours vers ce qui est le plus digne d'être aimé. Surtout, qu'on ne comprenne pas qu'ainsi le royalisme bernanosien est de nature « sentimentale ». Dans la même lettre, Bernanos prend bien soin de préciser combien il se méfie « des fleurs de rhétorique d'une tradition purement sentimentale » qu'il a connue dans sa jeunesse. La pure nostalgie du passé qui peut être sa tenta-

tion, il le reconnaît, ne saurait étouffer justement ce qui est de l'ordre du pari et le projette nécessairement dans l'avenir. Car pour lui, il y a une vertu prospective de la monarchie : « Je crois simplement que notre époque pose, sous des noms anciens, des problèmes nouveaux (ou qui peuvent être réputés tels étant donné la manière dont ils se posent) et que la monarchie doit leur faire face, coûte que coûte ».

Voilà bien l'essentiel qu'il nous faut retenir à tout prix. Pour Georges Bernanos, la monarchie est d'abord pari sur l'avenir et pari pour affronter ce que les cieux appelleraient aujourd'hui « les défis de la modernité ». Or ces défis, lui Bernanos, a une particulière faculté pour les discerner, éventuellement les dénoncer lorsqu'ils constituent autant de menaces sur l'homme. C'est d'ailleurs à cet endroit que sa rupture avec l'Action française révèle toute sa signification. Peu important, au fond, ses raisons contingentes. C'est à l'expérience que le fossé intellectuel va apparaître pour ce qu'il est réellement. Si, en effet, l'auteur de *Nous autres Français* s'est séparé du mouvement de Maurras, c'est qu'il n'y a plus discerné ce qui pour lui est, à l'âge moderne, la justification supérieure de la monarchie, ce qui justifie le mouvement de son cœur (c'est-à-dire de son intelligence, de son amour, de ses raisons supérieures) vers le roi.

Certes, Bernanos peut être

parfois injuste contre le meilleur de l'Action française, notamment la lucidité politique d'un Jacques Bainville. Mais c'est parce que cette lucidité lui paraît trop courte, donc stérile, faute de dénoncer ou d'entrevoir même l'enjeu de la menace totalitaire qui se profile. Pour lui, la monarchie ne se démontre pas comme un théorème, elle se projette en avant pour conjurer le péril qui fond sur l'humanité en ces années trente. « Un peu de temps encore, et pourvu que triomphe la mystique totalitaire, l'universelle évacuation de la vie dans la Mort, accueillie par les manifestations d'un délire sacré, les chants et les danses, paraîtra le destin naturel de notre espèce ». (Nous autres Français).

Face à ce que sa vision infallible de ce qui se profile, de ce qui est déjà là, qu'a-t-il à faire de l'union des droites ? Il s'en moque comme de sa première chemise, ou plutôt il craint qu'il n'y ait derrière l'ameutement des biens pensants, comme il dit à Salleron, « le dégoûtant spectacle... d'égoïsmes enflammés par la haine et par la peur ». La monarchie n'a rien à faire là-dedans. Elle n'a pas plus à se fier à une prudence prudenchesque, ridiculement inadéquante à ce qui se prépare du côté de Hitler. Il discerne comment l'antisémitisme, qu'il a appris chez Drumont, est en passe de devenir l'idéologie monstrueuse qui déshonorerait tous ceux qui refusent d'aper-

cevoir le cauchemar qui vient. L'appareil positiviste et réaliste constitue le corset où s'étouffera la monarchie, si elle ne s'en libère pas au plus tôt, pour reconnaître où est son honneur.

Afin de comprendre tout cela, il faut relire cet ensemble de textes prodigieux que Bernanos, au fil de la plume, a rédigé depuis la guerre d'Espagne pour répondre à son désir de percer le sens le plus profond de la terrible actualité où son pays est engagé. Il est significatif que cette actualité là ramène directement à l'actualité de la monarchie, définie par Montesquieu comme le régime fondé sur l'honneur. « J'ai fait le rêve que la monarchie mit un jour l'homme à la portée de tout le monde et d'abord de chaque Français ». Il faut s'y résoudre : qui trouve cette conception de la monarchie trop éthérée ou trop « morale » a toute chance de manquer Bernanos, le royaliste et l'homme.

Mais il faut aller au bout de la démarche qui, reconnaissons-le, a assez peu à voir avec ce qu'on nomme science politique. Ce qui ne signifie pas que la dite science n'aurait pas grand intérêt à la prendre en compte. Bernanos n'adhère tellement de tout son cœur et ne mise sur la monarchie, que parce que celle-ci est fondée pour lui sur ce que les philosophes appellent une anthropologie, une conception de l'homme où l'homme n'est

pas défait. Il faut ajouter que cette anthropologie est existentielle et théologique et qu'elle trouve son principal adversaire dans un naturalisme dont l'écrivain a particulièrement découvert la sottise et la mal-faisance au spectacle de la guerre 1914-1918. Toute son œuvre de romancier est un défi lancé à une reconnaissance trop courte de l'humanité, qui méconnaissant son secret, voudrait la réduire à une énorme machinerie, celle qu'il dénoncera encore au lendemain de la seconde mondiale, dans *La France contre les robots*.

Cela peut paraître surprenant, mais c'est ainsi. Pour Bernanos, le roi est le souverain d'une humanité libre, celle qui refuse les déterminismes d'un monde sans âme ou l'esclavage des états totalitaires. C'est pourquoi le roi est le contraire du tyran et du dictateur pour qui les hommes vivent forcément hors de « l'ordre de la charité ». L'homme libre vit dans le régime de la grâce. L'homme naturaliste vit sous le régime du cynisme ou de la tyrannie. Quand le royaliste Bernanos déclare qu'il ne s'intéresse qu'au prince vivant, ce n'est nullement parce qu'il serait fasciné par un « chef », comme on pouvait l'être dans les années trente, mais c'est parce qu'il reconnaît en lui le prototype de l'homme vivant et de l'homme libre, qui ne saurait lui-même régner que sur des hommes vivants et

libres. Les images peuvent surprendre, surtout ces chers imbéciles qu'il moquait allégrement, mais il faut les comprendre pour ce qu'elles signifient existentiellement : « On ne devrait donner à un jeune prince moderne d'autre conseil que de régner, régner hardiment, fortement, joyeusement, régner de tout son cœur, régner à bride abattue, régner comme on boit, comme on mange, comme on fait l'amour, à vingt ans ! ». Cette image du prince renvoie à celle de l'homme, qu'il veut aider à vivre, ainsi qu'il le proclame avec quels éclats et quelle force au terme de sa *Lettre aux Anglais* : « Lorsque l'homme aura tout perdu, nous réclamerons aussi pour lui, bon gré mal gré, l'onction qui le divinise, nous lui ouvrirons la route du Sacre ».

Gérard LECLERC

On retrouvera la lettre à Louis Salleron dans *Combat pour la liberté*, le second tome de sa correspondance publiée chez Plon. Les autres textes cités dans cet article sont repris dans les deux tomes d'*Essais et écrits de combat*, dans la Pléiade, chez Gallimard.

Offre spéciale : Bernanos dans La Pléiade

- ◆ Oeuvres romanesques - 345 F franco.
- ◆ Essais et écrits de combat (tome 1) - 300 F franco.
- ◆ Essais et écrits de combat (tome 2) - 440 F franco.
- ◆ Les trois volumes : 1070 F franco.

BIBLIOGRAPHIE

Parmi les nombreux ouvrages consacrés à Bernanos signalons plus particulièrement :

- ◆ Albert Béguin - Bernanos - 47 F franco.
- ◆ Cahier de l'Herne (réédition) - Georges Bernanos - 175 F franco.
- ◆ Sébastien Lapaque - Georges Bernanos encore une fois - 90 F franco.
- ◆ Max Milner - Georges Bernanos - 160 F franco.
- ◆ Louis Murel - Bernanos - 138 F franco.
- ◆ Gaétan Picon - Bernanos - 75 F franco.
- ◆ ainsi que le numéro 7 de la revue *Immédiatement* (35 F franco).

L'héritage de Mai 68

Philosophe de formation, sociologue au Laboratoire Georges Friedmann de Paris I, Jean-Pierre Le Goff préside le club Politique Autrement. A l'occasion du trentième anniversaire des événements de Mai 1968, cet ancien militant gauchiste a publié un ouvrage qui tranche avec les évocations nostalgiques et les plaidoyers *pro domo*. Il s'agit de comprendre la révolte de Mai dans toutes ses dimensions, et de faire l'inventaire sans concession du legs des années contestataires afin de retrouver le sens du politique. Voici une réflexion critique résolument tournée vers l'avenir.

■ **Royaliste :** Comme tout événement historique, Mai 1968 peut être envisagé de divers points de vue - à commencer par les souvenirs des acteurs. Quelle a été votre approche ?

Jean-Pierre Le Goff : Je me suis demandé comment un mouvement qui s'est présenté comme une rupture radicale avec le « vieux monde » avait pu déboucher sur un nouveau conformisme. La réponse à cette question me paraît importante, surtout pour les jeunes qui considèrent Mai 1968 comme un mythe fondateur, mais aussi pour les acteurs : j'en ai fait partie, puisque j'ai découvert la politique à ce moment là, et milité dans le mouvement gauchiste. Par la suite, lorsque j'ai travaillé sur le management, j'ai retrouvé sous une forme abâtardie ces thèmes de 1968, et

notamment celui de l'autonomie. Il y avait aussi les discours sur la subjectivité et le « vécu », qui faisaient écho à ce qui était proclamé voici trente ans.

Partant de ces indices, j'ai voulu retrouver les idées de 1968 par-delà les souvenirs de ceux qui étaient passionnément engagés dans le mouvement. Ce travail de relecture des textes écrits pendant et après les événements de Mai fait apparaître les nombreuses bêtises exprimées à l'époque, et provoque de vives résistances chez les représentants de cette génération : pour eux, la réflexion critique est considérée comme une mise en cause de la passion qui les animait, et ceci de manière d'autant plus douloureuse que la génération de 1968 n'a pas fait le deuil de cet événement. Faire retour sur Mai, c'est donc

prendre le risque de casser des identités. Sachant cela, j'ai essayé de faire la part entre cette passion et les idées de Mai, sur lesquelles il y a une sorte d'aveuglement.

■ **Royaliste :** Par exemple ?

Jean-Pierre Le Goff : Souvenez-vous des « *Libres enfants de Summerhill* » qui a connu un énorme succès puisque le livre a été tiré à plus de 400 000 exemplaires. Beaucoup de gens gardent un souvenir ému de ce livre sur l'éducation, alors que j'ai trouvé en le relisant cette barbarie douce que nous sommes en train de vivre. De même le livre d'Ivan Illich sur « *Une société sans école* », qui fait l'apologie du tissu associatif et des réseaux de savoirs et de compétence dont il est tant question aujourd'hui... Le discours animalier (les animaux ne connaissent pas les guerres ni la haine, ce sont eux qui changeront les hommes...) et l'éloge de la pureté des sociétés primitives se sont également développés à la fin des années soixante-dix et marquent profondément l'ambiance dans laquelle nous sommes plongés.

■ **Royaliste :** Comment les idées de Mai se sont-elles transmises ?

Jean-Pierre Le Goff : La CFDT a joué un rôle très important, qui mériterait à lui

seul une étude. C'est ce syndicat qui a repris les thèmes de la Commune étudiante pour les diffuser dans des couches beaucoup plus larges, en essayant de traduire en revendications les envolées lyriques des étudiants.

■ **Royaliste :** Ces idées sont-elles homogènes ?

Jean-Pierre Le Goff : Non, bien sûr. Il faut distinguer deux principaux courants. Le premier, très connu, est constitué par les groupes maoïstes et trotskistes qui se réclament du léninisme et qui veulent faire une révolution politique. Le second courant est constitué par le gauchisme culturel. Pendant les événements de Mai, ces deux courants sont mêlés et les militants qui se réclament de Lénine sont déjà imprégnés de thèmes qui sont étrangers au bolchevisme. Ces thèmes sont diffusés par le Mouvement du 22 mars, qui se dissout en mai, et par l'Internationale situationniste qui ne regroupe qu'une poignée de militants. Pourtant, ce sont les idées diffusées par ces organisations éphémères qui vont finir par triompher dans les années de l'après-Mai. Le mot d'ordre général, c'est qu'il faut vivre dès maintenant *autrement* dans une logique de libération du désir.

■ **Royaliste :** Pourquoi accorder tant d'importance à des idées qui agitent surtout des groupuscules installés

au Quartier latin et à Saint-Germain des Prés ?

Jean-Pierre Le Goff : Les surréalistes n'occupaient pas plus de quelques tables dans les cafés de Montparnasse et pourtant leur influence a été considérable. Il en est de même pour les groupes gauchistes que j'ai étudiés comme on le fait pour les avant-gardes culturelles : ce que les gauchistes ont vécu sur un mode passionnel et extrémiste s'est ensuite pacifié et s'est répandu par vagues successives dans les organisations et dans la société française.

■ **Royaliste :** Au-delà des clichés, comment comprendre l'événement de Mai 1968 ?

Jean-Pierre Le Goff : Il faut analyser les conditions qui l'ont rendu possible. La classe ouvrière continue d'augmenter jusqu'au début des années soixante-dix mais son taux de croissance est moindre que

mondiale et la Résistance sont présentes dans tous les esprits : pensons au discours que prononce Malraux lorsque Jean Moulin entre au Panthéon, et n'oublions pas que le général de Gaulle est au pouvoir.

La jeunesse, et surtout la jeunesse intellectuelle, est la plaque sensible de ces évolutions et contradictions. Il y a en effet contradiction entre les images de guerre, de souffrance et de mort et le fait que la France, en paix depuis 1962, s'installe dans le confort matériel. Les jeunes sont les enfants de cette nouvelle société, ils n'ont pas connu la guerre, mais ils vivent dans un imaginaire héroïque : on est dans une société nouvelle désertée de toute passion de vivre, le monde quotidien est désenchanté comme l'ont très bien senti les situationnistes, et la jeunesse ne peut plus vivre selon les anciens idéaux. Bien avant Mai 1968, la disparition du récit dans le Nouveau

communisme. Cette révolte aboutit à ce que Edgar Morin appelle la Commune étudiante : des discours situationnistes, anarchistes, etc, qui se rejoignent dans une même critique de l'Université, de l'Autorité, et dans l'affirmation de l'autonomie.

Le deuxième mouvement, c'est la grève générale - une des plus grandes de notre histoire - qui se développe sur des revendications précises mais selon des modalités complexes que j'explique dans mon livre. Nous sommes là dans un domaine connu : le Parti communiste rejoue le Front populaire mais ne veut pas prendre le pouvoir...

■ **Royaliste :** Pourquoi ces deux mouvements ne se rencontrent-ils pas ?

Jean-Pierre Le Goff : Tout simplement parce que le Parti communiste et la CGT interdisent les usines aux gauchistes. Faute de rencontrer la classe ouvrière, les jeunes de l'époque en ont eu une vision faussée : le gauchisme politique a idéalisé les ouvriers, regardés comme des révolutionnaires au poing levé selon les images des années trente. Le gauchisme culturel considère au contraire que la classe ouvrière boit l'apéro, joue au tiercé et se trouve complètement intégrée : plutôt que de distribuer inutilement des tracts aux portes des usines, il faut partir à la campagne, expérimenter de nouveaux modes de vie. Ce qui a conduit à une dévalorisation des mouvements revendicatifs, assimilés au corporatisme, et à une certaine forme de mépris du peuple.

■ **Royaliste :** Peut-on cependant trouver une certaine unité au mouvement de Mai ?

Jean-Pierre Le Goff : L'événement de Mai est marqué par une fantastique libération de la parole, une parole multiple, avec une forte dimension cathartique. Cette parole libérée porte en elle une dimension d'autonomie qui a du sens car on se trouve alors confronté à des pouvoirs forts. A l'intérieur de l'appareil d'État, il y a des hommes de grande culture littéraire, qui ont une certaine idée de la France et qui ont une éthique de l'État et du service public



héritée de la Résistance. La dynamique du mouvement de Mai résulte de ce conflit entre la révolte de la jeunesse étudiante, qui est pleine de sens, et un État servi par des hommes intelligemment dévoués au bien public.

En quelque sorte, la société française dit à l'État qu'elle existe, elle demande à exister à travers toutes les transformations qu'elle a connues en une vingtaine d'années.

L'événement de Mai 1968 ouvre donc une crise culturelle dont nous continuons pleinement de subir les effets ; elle nous laisse une question en héritage que nous n'avons pas résolue : nous sommes entrés dans une société plus complexe, mais nous ne savons toujours pas quel est le sens de la modernisation, et quels objectifs lui assigner.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Jean-Pierre Le Goff

MAI 68

L'héritage impossible

prix franco : 170 F



celui des nouvelles couches que constituent les employés, les techniciens et les cadres - qui sont renforcées par les étudiants. Le pays s'urbanise, les grandes industries se décentralisent, les modes de vie et l'habitat se transforment. En résumé, on sort du paupérisme et le gaullisme achève d'intégrer la classe ouvrière dans la nation. Mais cette modernisation positive a pour contrepartie l'anonymat des grandes villes, dans laquelle beaucoup de Français errent en gardant à l'esprit les images de notables et de clochers qui datent de la III^e République et, à gauche, les souvenirs du Front populaire et de la guerre d'Espagne - revécus grâce au film de Frédéric Rossif, « Mourir à Madrid ». La seconde guerre

roman et l'errance des personnages dans le théâtre de Beckett exprimaient cette perte et ce désenchantement.

■ **Royaliste :** D'où les deux mouvements qui se développent en mai...

Jean-Pierre Le Goff : Oui. Il y a la révolte qui part du milieu étudiant, qui procède de l'affirmation existentielle de la jeunesse et de la critique sociale qu'elle formule. Cette révolte n'est pas liée au combat mené par l'UNEF contre la guerre d'Algérie : entre 1962 et 1968 le grand syndicat étudiant ne trouve plus de militants et perd la moitié de ses adhérents, et les jeunes qui s'inscrivent à l'Université sont plus proches de Boris Vian que de l'Union des Etudiants

Entre la nation et l'Europe

Mourir pour la Commission ? C'est impensable. Mais qui parle de mourir ? L'Europe qu'on nous propose prétend nous faire vivre, mieux vivre, alors que les nations sont supposées faire mourir et tuer. Cette représentation absurde fausse la construction européenne autant qu'elle favorise toutes les dérives nationalitaires.

Le conseil européen de Cardiff voudrait marquer une réaction contre les prétentions de l'exécutif européen. « *L'Europe des nations*, écrit un commentateur, *marque des points face aux tenants du fédéralisme* ». Et de nous expliquer que ce que les Français appellent « Europe des nations » est ce que les Allemands entendent par « subsidiarité ». La confusion de langage est partout. Le principe de « subsidiarité » qui a été inscrit dans le traité de Maastricht stipule que l'échelon supérieur n'intervient que s'il est mieux à même de réaliser l'action projetée que les échelons inférieurs. C'est un vieux principe de l'ancien droit chrétien ordonné à la réalisation du bien commun. Il s'appuie sur l'existence de « communautés », autre terme retranscrit dans la construction européenne, sauf que la Communauté se retrouve non à la base mais au sommet de l'édifice.

Pierre BOUTANG

Au moment où nous mettons sous presse ce journal, nous est parvenue la nouvelle de la mort de Pierre Boutang le 27 juin. Nous rendrons hommage au philosophe royaliste dans notre numéro de rentrée au mois de septembre.

Mais il fonde aussi le droit de l'Empereur. Comme tel, c'est un principe fédéral, mais sorti de son contexte plus social que politique.

L'Allemagne préfère ce terme à celui d'Europe des nations, cher à Jacques Chirac, parce qu'elle est restée imprégnée de ce vieux droit chrétien sans avoir connu la rupture révolutionnaire, mais aussi parce qu'elle veut éviter toute référence à l'État-nation qui y a fini comme on sait. Le symbole national, dans l'Allemagne de l'après-guerre, était le mark. Le passage à l'euro ne saurait donc déboucher pour les Allemands sur une construction politique centralisée, pas tant pour des raisons d'économie libérale que par libéralisme politique. Il leur fallait « dépolitiser » autant que possible ce que d'autres considéraient d'abord comme un instrument de construction d'un État-nation européen, Europe-puissance en même temps qu'Europe citoyenne non par le bulletin de vote mais par le billet de banque. On ne peut pas se référer à l'économie sociale allemande sans en posséder aucune des valeurs historiques qui la sous-tendent. Ce fut l'erreur de Delors due à son orientation démocrate-chrétienne.

Il en va de même pour le fédéralisme. Là où les uns parlent d'une fédération, au sens d'association d'États, ou

d'États fédérés (au sens des « *länder* » allemands), les autres veulent dire État fédéral, État central, au sens de l'État-nation issu de la Révolution française. Nos fédéralistes sont habiles à dépeindre d'une part les « pays » comme incarnant l'ancienne culture, basée sur des traditions locales, religieuses ou corporatives, d'autre part la Communauté fondée sur des valeurs de culture civiques, ou éthiques, « le bien commun ». Mais contrairement à ce qu'on a fait dire à Jean Monnet, la politique ne commence pas par la culture, pas plus que par l'économie. Les Nations ne se réduisent pas à la culture, le politique se faisant ailleurs. Le fait de partager en Europe une culture commune ne fait pas de l'Europe une nation. Le politique ne se partage pas. Rien jusqu'à présent, en dépit de l'accumulation des compétences à Bruxelles, n'a pu faire que le politique y soit. Le politique est autonome. Il ne suit pas l'économie. Il est dans son ordre propre.

Deux écueils majeurs pour l'approfondissement et l'élargissement :

- On ne se défendra pas de l'État central européen par la « subsidiarité ». Deux mondes séparent ces conceptions historisantes. Par contre, la France et l'Allemagne, à travers des constructions si diffé-

rentes, devront continuer de trouver entre elles un équilibre, seul fondement pour qu'il y ait jamais une Europe. C'est-à-dire qu'il faut que la vitalité nationale en France se conjugue au refus de la nation en Allemagne et non l'inverse : le mépris de la nation en France face à la quête de la nation en Allemagne. Dans les deux cas, fidélité à l'Histoire vivante.

L'élargissement de l'Union européenne ne doit pas non plus servir de prétexte pour la généralisation de méthodes fédérales de gouvernement. C'est au contraire une chance pour les nations puisque ce sont d'autres nations qu'il s'agit d'accueillir pour qu'elles prennent ou reprennent leur place au sein de l'Europe. Ce n'est pas pour leur supprimer, dès leur entrée, leur droit à s'y exprimer ou les contraindre à des règlements communautaires qu'elles n'auraient pas voulus. Comme l'entrée des *länder* de l'Est a été l'occasion pour les autres *länder* de regagner de nouveaux droits dans la République fédérale allemande, l'adhésion des pays de l'Est doit être l'occasion pour nos nations européennes de se reconnaître pour telles et de reprendre des pouvoirs, et non l'occasion pour Bruxelles de diminuer ceux des nouveaux adhérents.

L'élargissement pose aussi la question des frontières extérieures de l'Union, donc, qu'on le veuille ou non, celle de la paix et de la guerre. noyau dur de la politique. La Communauté européenne a toujours « évacué » le problème en s'affirmant sur sa négation. En quelque sorte le rideau de fer, Yalta, le mur de Berlin, l'alliance atlantique, lui évitaient d'y penser en même temps qu'ils la délimitaient. Aujourd'hui, il n'y a plus de limites, ou plutôt c'est à l'Europe de poser ses limites, donc en s'opposant. Là commence l'amorce du début d'une réponse à la question de la nation et de l'Europe.

Yves LA MARCK

La voie étroite de l'engagement

Malgré l'idéologie dominante et les perspectives illusoire des luttes communautaires, la résistance est possible, et la dissidence nécessaire.

L'appel du 18 juin est par excellence celui d'un engagement. Il en réunit les conditions : un enjeu - la patrie -, un refus - sa mort -, un appel fraternel à l'action - luttons tous -, un espoir - la sauver - et un ennemi identifié. Au delà, l'invitation magnifique à relier une page de sa vie au livre de son pays. A chacun, enfin, de choisir le moment opportun. Ces conditions à l'œuvre, reste la mise à l'épreuve. Malraux témoigne en des pages inoubliables la survie, le trépas, ses combats. Et, au cours de la nuit noire, une étincelle d'humanité : la fraternité d'arme...

Conditions de l'engagement

Tout engagement réunit, à des degrés divers, ces différentes conditions. Et dans son déroulement, il faut de la joie, des résultats, des épreuves et des preuves d'avancée, le sentiment d'une renaissance collective et une reconnaissance individuelle.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Quatre éléments concourent à rendre l'engagement difficile :

Une domination sans partage

Les idéologies dominantes, le libéralisme et le nationalisme, se renforcent l'une l'autre et ne cessent de réduire l'espace de la contestation. Toutes deux font l'éloge de la sélection des meilleurs par la loi du plus fort. Toutes deux en appellent à l'État gendarme pour contrôler le peuple et libérer les échanges. Toutes deux réduisent l'individu à une bête à

instincts. Et règne l'arbitraire...

Ces idéologies ont leurs engagés, parfois enragés. Les libéraux occupent tous les rangs des assemblées souveraines. Les rangs des nationalistes s'enflent des laissés-pour-compte du libéralisme. Les premiers, partout dominants, sont engagés par excès, pensant dans le sens - unique - de leurs privilèges. Ils exaspèrent les seconds, trahis dans leurs espérances et engagés par défaut. Patronat, syndicats, médias cautionnent ce cycle par leur éloquence ou leurs coupables silences. Libéraux et nationalistes entraînent ainsi la France dans une spirale infernale qui mène à l'affrontement.

Silence de l'opprimé, carence d'alternative

L'espace de la contestation est, dans de telles conditions, réduit à néant. Ceux qui profitent du système, citoyens actionnaires, groupes internationaux et leurs sous-traitants sans scrupules, n'ont aucune raison de s'alarmer de l'appauvrissement grandissant. Des gouvernements à leur solde se chargent de réprimer les contrevenants à l'ordre libéral : « tolérance 0 » de la délinquance.

Les victimes, des salariés pressurés aux chômeurs de longue durée, dépendent de la charité des puissants. Les premiers ne peuvent contester sans risquer d'être vidés. Les seconds sont accompagnés tout au long d'un « parcours d'insertion ». Contrats de qualification, contrats emploi-solidarité, contrats emploi-jeunes offrent à leurs employeurs

de dociles clientèles. Ils ne visent pas l'émancipation, mais la conservation de l'ordre établi.

Le militant communautaire n'est pas contestataire

Quinze ans de vacance politique finissent par convaincre les citoyens qu'il n'existe pas d'autres choix. Nombreux sont ceux qui se satisfont de peu et organisent le partage de la misère. Partage du travail et non création d'emplois ; équité et non égalité ; solidarité communautaire et non plus nationale.

Les mouvements régionalistes et communautaires ne sont pas des engagements contestataires. Ils contribuent au contraire au renforcement de l'abandon politique national. La *gay pride*, le manifeste pour la parité, le mouvement des chasseurs, celui des chômeurs et des précaires font partie de ces nouvelles forces revendicatives qui s'inscrivent dans la logique libérale - même à leur corps défendant : le principe de ces mouvements consiste en effet à ce que la somme des intérêts individuels (ou communautaires) fasse l'intérêt collectif.

Se présentant d'abord comme épiciers, chômeurs ou homosexuels - et non comme citoyens -, le militant communautaire contribue à la division de la société et à la démission des politiques. Or, la France n'est pas faite de l'agrégation des différences des citoyens mais du partage volontaire de leurs points communs. Cela ne fait qu'accentuer le doute sur l'identité nationale et, par extension, la réaction nationaliste.

La décentralisation, en France, a correspondu au tournant libéral et au défaussement de l'État sur les collectivités territoriales. Celles-ci, quinze ans plus tard, sont plongées dans d'inextricables réseaux notabiliaires et certaines difficultés financières. Des municipalités délèguent désormais au secteur associatif leurs projets socio-culturels. Elles rentabilisent ainsi leur politique sociale, sélectionnent leurs clientèles, soulagent des professionnels usés et désabusés. L'État lui-même a créé des associations pour recruter du personnel à moindre coût.

Dans le débat relatif au travail, des chercheurs considèrent le tissu associatif comme un « tiers secteur » non marchand, potentiellement « riche et emploi et en lien social ». Bref, nous assistons à l'instrumentation des associations par les pouvoirs publics. C'est un fait nouveau à une telle échelle et cela contrecarre les velléités d'indépendance de ton et d'action des associations.

Dans les quartiers pauvres, les associations contribuent à rendre confiance et goût de l'initiative à des jeunes. C'est un premier pas, qui doit s'accompagner d'un intense effort de prise de conscience politique. C'est ce que fit avec succès le collectif AC ! avec des chômeurs pétrifiés, rétifs à l'action. Cet effort est le plus souvent réduit à peu de chose lorsque le premier souci - légitime - des jeunes en question est de trouver un emploi, puis un logement et de fonder une famille. Cela ne rend pas révolutionnaires les jeunes des cités, bien au contraire.

Une voie étroite, la dissidence

Dans un contexte à ce point verrouillé, je ne vois que la dissidence comme moyen de résistance et d'engagement. A nous de préparer, défendre et illustrer un projet de relève nationale. Un défi, une folie. Le général de Gaulle appelait bien les Français à le rejoindre « dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance »...

Guillaume KOPP

La NAR de A à Z

Nous vous attendons...

En ce moment, la NAR bouge. C'est incontestable. Vingt-sept ans de réflexion rigoureuse et de dialogue sans exclusives, autant d'engagements civiques et politiques, d'expériences électorales, de responsabilités assumées dans le cadre des institutions, font de la NAR le « prototype » d'un mouvement capable de mener des offensives décisives contre l'ultra-libéralisme. Là où nous sommes présents, la chose se vérifie sur le terrain depuis un an : on vient voir, on suit, on rejoint la NAR. Les résultats du plan de développement que nous avons mis en œuvre, montrent que notre attente, loin d'avoir été de l'immobilisme, était en réalité une promesse.

Le petit inventaire (incomplet) des actions, des organisations, des projets, des initiatives que nous présentons ici, illustre nos capacités - qui ne demandent qu'à se développer - et notre volonté politique - qui est une volonté transformatrice à la disposition du pays. En nous soutenant, ou mieux encore, en nous rejoignant, la politique retrouvera ses lettres de noblesse qui sont la justice rendue et la liberté garantie.

Nicolas LUCAS

■ Adhésion

L'adhésion est un acte politique. C'est la conviction que l'avenir politique du pays passe par un engagement s'inscrivant dans une tradition politique vivante, capable de formuler un projet et d'en assumer toutes les conséquences.

Adhérer c'est toujours croire dans la volonté mais adhérer à un mouvement politique c'est refuser la volonté de puissance, destructrice des libertés et négation de la justice ; c'est affirmer la primauté du bien commun. Telle est notre conception de l'adhésion et de l'engagement.

Si concrètement elles sont le mode de financement qui garantit la liberté d'expression et d'action du mouvement, les adhésions assurent avant tout son développement politique : en rejoignant une délégation régionale, un groupe de travail ou l'équipe nationale, les adhérents renforcent la présence physique, la capacité d'initiatives et la volonté collective. Adhérer en 1998 c'est vouloir se battre contre le désespoir et la violence qui rongent la société française. La NAR réunit chaque année ses adhérents en congrès pour définir la ligne politique du mouvement.

Information, réflexion : voir LETTRE AUX ADHÉ-

RENTS, LIAISON ROYALISTE, FORMATION.

Fonctionnement : voir COMITÉ DIRECTEUR, CONSEIL NATIONAL.

■ Abonnement

Premier moyen de financement, les abonnements assurent notre indépendance. Si pour beaucoup de royalistes, l'abonnement constitue d'abord un acte de fidélité, pour la plupart des lecteurs c'est aussi un rendez-vous avec l'actualité, avec un journal de caractère et d'opinion qui force l'attention, maintient l'intelligence en éveil. Le taux de réabonnement très élevé (plus de 80 %) prouve, depuis des années, qu'à l'épreuve de la lecture, *Royaliste*, malgré son identité forte remplit sa fonction stimulante.

Mais un journal d'opinion a besoin d'accroître son audience. Or *Royaliste* n'est pas diffusé en kiosque. Question de moyens mais aussi choix de faire confiance à l'enthousiasme des lecteurs actuels ou futurs. Dans cet esprit, chaque lecteur est un peu responsable de l'accroissement de son audience. Vous aimez ce journal, vous pensez avec Edgar Morin que « *Royaliste est un des journaux les plus intelligents* », alors la logique veut que vous n'en priviez pas autrui. Car il ne faut surtout pas imaginer

qu'on pourrait vous tenir rigueur d'une telle lecture.

Ce n'est pas le choix des formules d'abonnement qui manque : l'essai de 3 mois à 25 F ; le « découverte » d'un an à 190 F ; le normal de six mois pour 200 F ; le normal d'un an pour 300 F ; le soutien pour 600 F. Et pour faire la promotion autour de vous, vous pouvez demander à recevoir quelques invendus.

■ La Boussole

Club de discussion créé à Angers en septembre 1995, il en existe à Nantes et à Cholet. Il démarre à Rennes en septembre et plusieurs autres verront le jour au cours du premier trimestre scolaire. Les royalistes y participent activement. L'idée : retrouver la dimension politique du « parlement » comme expression de toutes les familles de pensée, comme lieu de réunion de citoyens égaux en dignité et réunis par le même souci de participer à la définition de l'avenir du pays ; retrouver les règles du débat, l'art de la discussion ; retrouver la nécessité de la confrontation et l'inscrire dans le temps et la perspective de l'action responsable. La Boussole par définition n'engage personne et personne n'engage la Boussole. Et pourtant elle vise à l'engagement des citoyens.

■ Cité

Revue de la citoyenneté. Portée par une jeune équipe depuis deux ans, *Cité* va connaître un nouveau développement. Elle est en passe de devenir la revue laboratoire où se rencontrent, débattent et inventent tous ceux qui, en France mais aussi en Europe, résistent, s'engagent, et surtout esquissent à travers leurs luttes les projets qui nous sauveront de la barbarie ultra-libérale et nous réconcilieront avec notre culture et notre conception de la politique. Rattachée à l'Institut de formation civique et de coopération européenne elle serait à la confluence de cet appétit de comprendre, de cette nécessité de se révolter et de cette volonté de former des projets politiques qui écartent la violence.

■ Comité directeur

Instance politique, organe de décision chargé d'appliquer la ligne politique définie par le Congrès, il est composé de douze membres qui se réunissent une fois par mois. Membres actuels : Yvan Aumont (75), Philippe Beaume (75), Jean-Jacques Boissierolle (64), Philippe Cailleux (76), Luc de Goustine (19), Régine Judicis (75), Gérard Leclerc (94), Patrice Le Roué (75), Nicolas Lucas (49), Denis Matton (75), Bertrand Renouvin (75), Alain Solari (75). Le Comité directeur se réunit également chaque année en session d'été de deux jours pour une réflexion approfondie sur la société et la vie politique.

■ Conseil national

Assemblée de dix conseillers élus par les adhérents pour deux ans, il assiste le Comité directeur en se réunissant en automne et au printemps. A l'issue des élections qui viennent d'avoir lieu, ses membres actuels sont : Pascal Beaucher (75), Hugues Bouchu (75), Robert Gesnot (10), Patrick Isambert (78), Philippe Labarrière (75), Didier Le Roué (35), Jean-Yves Lignel (49),

Jacques Roué-Daëron (22), Hervé Rumin (75), Axel Tisserand (72).

■ Équipe nationale

Composée d'adhérents réunis autour du délégué national pour mettre en œuvre les orientations de la NAR dans quatre domaines : la formation, la presse, l'organisation interne du mouvement et l'action politique. Pour en faire partie il suffit de manifester la volonté de participer au développement concret des activités de la NAR. Elle se réunit en assemblée générale deux fois par an, la veille de chaque Conseil national. Des réunions de groupe ont lieu selon les besoins. A la rentrée, elle se mobilisera plus particulièrement sur le développement de l'audience de *Royaliste* et de celui de la formation.

■ État de Droit

Jeune association angevine à laquelle les militants de la NAR ont apporté leur savoir-faire et leur énergie. Constituée à l'origine pour lutter contre la discrimination pratiquée à l'encontre des jeunes dans les cafés ou les discothèques, elle s'est développée depuis autour de la défense de quatre droits qui garantissent la dignité de la personne humaine : droit à l'emploi, au logement, à l'éducation et à la santé. A mobilisé autour d'elle plusieurs autres associations. Son discours, ses actions, ses projets inaugurent un tournant dans les luttes civiques. État de Droit connaîtra un développement national à la rentrée. Nous y participerons pour affirmer que sur le front des libertés et de l'égalité il n'est plus question de céder à la lâcheté et à la bêtise.

■ Implantation

Les années creuses du militantisme politique ont aussi touché la NAR. Aujourd'hui, avec le retour des luttes sociales et civiques mais sur fond de discrédit de la classe dirigeante, s'ouvrent de nouvelles perspectives pour le royalisme. Un programme ambitieux sur trois ans sera mis en œuvre à la rentrée. Formation politique des cadres, session de découverte de la NAR, de ses analyses et de son projet, développement des clubs de la Boussole, initiatives en matière de luttes civiques. L'équipe nationale coordonnera sa mise en œuvre.

■ Famille de France

Les royalistes de la NAR reconnaissent comme héritier de la tradition capétienne M^{re} le comte de Paris. Si son âge (90 ans le 5 juillet) ne lui permet plus de mener une politique active, son autorité morale reste intacte et les livres qu'il a publiés forment un corpus qui sera précieux pour ses successeurs. Ces derniers, son fils le comte de Clermont et son petit-fils le duc de Vendôme, effectuent régulièrement des déplacements dans les différentes régions ce qui leur permet de

mieux appréhender les réalités françaises et de rencontrer les gens.

■ Formation

Il y a deux ans, la NAR avait lancé un programme de formation pour ses cadres et militants. Le succès des sessions de politique appliquée, élargies à un public extérieur à la NAR, est tel qu'il nous a conduit à créer un Institut. Celui-ci formera des militants associatifs, civiques, syndicaux, politiques sur le plan pratique comme sur le plan théorique. Sorte d'université populaire, il est une réponse au constat de faillite des organisations qui ne remplissent plus auprès de leurs adhérents la fonction pédagogique qui est inscrite dans la tradition républicaine.

L'Institut de formation civique et de coopération européenne a déposé ses statuts fin mai. Le président en est Luc de Goustine, le directeur Nicolas Lucas. Les chefs de projet sont Axel Tisserand pour la formation civique et politique et Philippe Cailleux pour le projet de coopération européenne. D'autres projets sont à l'étude pour la rentrée. L'Institut s'est assuré du concours de deux professionnels.

■ Implantation

Les années creuses du militantisme politique ont aussi touché la NAR. Aujourd'hui, avec le retour des luttes sociales et civiques mais sur fond de discrédit de la classe dirigeante, s'ouvrent de nouvelles perspectives pour le royalisme. Un programme ambitieux sur trois ans sera mis en œuvre à la rentrée. Formation politique des cadres, session de découverte de la NAR, de ses analyses et de son projet, développement des clubs de la Boussole, initiatives en matière de luttes civiques. L'équipe nationale coordonnera sa mise en œuvre.

■ Lettre aux Adhérents

Lettre mensuelle d'information et de réflexion pour les adhérents de la NAR. Elle s'ouvre avec un édit de Bertrand Renouvin qui « précise » les analyses du mouvement sur la situation politique, l'état de la société, les perspectives politiques pour la NAR. Le billet du délégué indique les orientations pratiques, les priorités ou directi-

ves. Des adhérents livrent leurs réflexions, leur conception de l'engagement. La *Lettre aux Adhérents* est une lettre politique à part entière... réservée aux adhérents.

■ Liaison royaliste

Liaison royaliste est une lettre hebdomadaire, adressée uniquement aux adhérents faisant partie de l'Équipe nationale. Elle vise à fournir aux responsables du mouvement une information rapide, précise, immédiatement utilisable.

■ Mercredis de la NAR

Depuis plus de dix-sept ans, la NAR reçoit, une fois par semaine, dans ses locaux, des personnalités du monde intellectuel ou politique. A côté de vedettes : Fabius, Stasi, Pisani, Jobert, Edgar Faure, Elisabeth Guigou mais aussi Edgar Morin ou Régis Debray, des centaines d'historiens, de sociologues, de géographes, d'économistes sont venus enrichir notre réflexion et nourrir notre projet. Les Mercredis de la NAR témoignent de notre souci du dialogue. Nous pouvons affirmer que sans ce dialogue permanent, nous ne serions pas ce que nous sommes. Nous y avons acquis une identité forte dépourvue d'agressivité, nous en avons tiré un projet pertinent prêt à s'enrichir de nouveaux apports. Les « mercredis » sont maintenant un des plus vieux clubs de discussion politique qui existent. Il a encore de beaux jours devant lui, venez y participer !

■ Librairie

Affirmons d'emblée : le livre rend libre. Vous le savez mais ça fait du bien de le réaffirmer. Avec son service librairie, la NAR vous offre d'abord sa sélection tirée des Mercredis de la NAR et des notes de lecture de *Royaliste*. Mais notre service librairie est un service à part entière : nous pouvons satisfaire toutes vos commandes, faire des recherches bibliographiques sur tous les sujets. Nous avons même un service vieux livres et documents sur l'histoire politique en générale et le royalisme en particulier : demandez le catalogue ! Précisons que, concrètement, notre service librairie est aussi une source de financement pour nous qui contribue à garantir notre liberté d'action.

■ Royaliste

Lire *Royaliste* c'est entreprendre un voyage pour dépasser clichés et préjugés. C'est retrouver la nature et l'importance de l'héritage historique, culturel et politique de la monarchie capétienne. C'est découvrir comment il travaille encore la société et la vie politique et c'est se demander si nos projets institutionnels et politiques peuvent l'ignorer.

C'est un journal d'opinion et un journal d'opinion c'est un face-à-face vigoureux mais toujours respectueux, passionné mais toujours intelligent, entre des rédacteurs et des lecteurs. De chaque côté ne cherche-t-on pas à comprendre le monde et les événements qui l'agitent, à surmonter les inquiétudes qui en naissent et à débusquer les logiques qui y sont à l'œuvre ? De chaque côté, on veut assumer à juste titre son droit de savoir, de juger et de décider.

Comme son titre l'indique, il veut formuler ses principes avec clarté : l'analyse de l'actualité n'en est que plus pertinente, les propositions plus cohérentes et le lecteur n'en est que plus libre et plus sûr. Les points cardinaux n'ont jamais imposé le cap, ils ont par contre toujours permis de le choisir, de le garder ou de le corriger. Un journal d'opinion rend le monde moins hostile, plus propice aux aventures vraies.

Tel est l'ambition de *Royaliste* : rendre aux idées leur fonction : nous guider ; rendre au dialogue son rôle : nous comprendre ; rendre à la politique sa mission : faire vivre ensemble. C'est finalement un voyage en république ! Alors n'hésitez pas à offrir ce voyage à ceux que vous aimez.

■ Zakat

Dans l'islam, c'est l'aumône légale qu'un musulman doit faire... A la NAR on l'appelle souscription ! Cette souscription nous permet d'équilibrer notre budget en faisant appel à la générosité de nos lecteurs. Elle permet à ceux d'entre-eux qui - tout en ne désirant pas adhérer - souhaitent nous manifester leur encouragement et leur soutien de le faire.

POUR LE MOUVEMENT

Nous sommes pour le mouvement. Mais entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de bouger pour tromper une angoisse ou meubler une attente, ou de chercher à paraître « moderne » en reprenant les thèmes à la mode. Nous n'avons pas besoin de nous agiter, sur la scène médiatique par exemple, pour avoir l'impression d'exister. Et nous savons que ce qui est à la mode à tât fait de se démoder.

Quant à la modernité... L'Union soviétique fut célébrée comme l'avenir de l'humanité, avant de s'effondrer sous le poids de ses conservatismes. Et le libéralisme économique, présenté comme le seul modèle possible pour le monde entier, est en pleine déroute idéologique et amorce, comme on le voit en Asie, sa phase d'autodestruction.

Nous sommes pour un mouvement réfléchi. Telle a été notre décision, voici plus d'un quart de siècle. Elle nous conduit à analyser sans relâche le cours des événements : c'est la première fonction de notre journal, qui veut sans cesse affermir le lien entre la réflexion de pointe, l'expérience sociale et l'engagement civique. Ce qui signifie

que les royalistes sont dans le mouvement de résistance à la violence économique, dans les combats pour la dignité de la personne humaine, par fidélité à leur propre tradition, parce qu'ils partagent l'exigence commune de justice et de liberté.

Nous sommes pour un mouvement clairement orienté. Notre titre le proclame. Et *Royaliste* s'inscrit avec fierté dans la tradition de la presse d'opinion. Celle qui affiche sa pensée, au lieu de la cacher sous les bavardages du consensus bien-pensant. Celle qui assume - grâce à ses lecteurs - la pauvreté de ses moyens, plutôt que de se faire la servante ou la complice des groupes industriels et des intérêts financiers.

Nous sommes pour un mouvement d'ensemble de la société et des forces qui l'animent : familles politiques, organisations syndicales, assemblées de citoyens. Les critiques que nous adressons au milieu dirigeant et aux responsables des partis, la participation des militants royalistes à l'action de divers syndicats et au travail associatif illustrent notre volonté.

Piqûres d'épingle ? Pourquoi pas, si cela suffit à réveiller.

Activisme de marginaux ? Les gros bataillons, à droite, mais aussi à gauche, s'effondrent, se dispersent, ou sont déjà paralysés. Virulence insupportable ? Il ne faut pas avoir peur du débat, du combat politique et de la lutte des classes : l'idéologie du consensus, qui a engendré la dictature de la « pensée unique », les arrangements obscurs, les basses connivences, nous fait oublier que les conflits collectifs apaisent, parce qu'ils permettent d'en finir avec des situations intolérables, alors que la guerre de tous contre tous épuise les individus et les peuples.

Nous n'avons pas peur de la confrontation, dès lors qu'elle s'inscrit dans l'ordre de la raison politique, et se déroule entre citoyens responsables, selon les principes du droit public. Nous n'avons pas peur du conflit, dès lors qu'il peut se résoudre par l'arbitrage institué.

Penser complètement la fonction arbitrale, faire en sorte qu'elle soit pleinement incarnée : tel est l'ultime projet des royalistes, qui éclaire toute leur démarche politique.

Bertrand RENOUVIN

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : L'Alliance brisée - p.3 : La gauche résiduelle - p.4/5 : Pour en finir avec l'horreur économique - p.6 : Le roi que l'on attend - p.7 : Pour le retour du Politique - p.8/9 : Le royalisme de Bernanos - p.10/11 : L'héritage de Mai 68 - p.12 : Entre la nation et l'Europe - p.13 : La voie étroite de l'engagement - p.14/15 : La NAR de A à Z - page 16 : Pour le mouvement.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement et/ou d'adhésion

Nom/Prénoms :

Adresse :

Code postal/Ville :

Profession : Date de naissance :

☐ désire s'abonner à *Royaliste* (trois mois 125 F, six mois 200 F, un an 300 F).

☐ désire adhérer à la Nouvelle Action Royaliste.

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris